

## Réunion de collège public

### 01 Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

10 participants à cet atelier.

Les participants réagissent d'abord à la publication du rapport Stasi. Un consensus s'exprime pour la suppression des signes ostensibles d'appartenance religieuse. Les chefs d'établissement et les professeurs étaient gênés par la flou qui caractérisait la situation actuelle. Si certains rejettent tout signe, d'autres se limitent à l'idée de « tout signe visible ».

A propos de l'hypothèse de créations de jours fériés à l'occasion des grandes fêtes religieuses musulmanes ou juives, une majorité exprime son accord : il est vrai que l'on accepte déjà les absences des élèves concernés par ces fêtes. Un professeur souligne même que cette perspective est un véritable signe de la réussite de l'intégration des communautés non chrétiennes dans la République, après une histoire faite de relations dominants / dominés (à travers la colonisation et ses souvenirs), de mépris même. D'autres affirment que les fêtes religieuses ne doivent pas avoir leur place, quelles qu'elles soient, dans une République qui ne reconnaît aucune religion.

Quoiqu'il en soit, il est évident qu'aucun « prosélytisme agnostique » ne doit se substituer aux divers prosélytismes religieux. Le professeur doit rester dans une totale neutralité.

Pourquoi s'interroge-t-on sur les valeurs de la République et de l'Ecole républicaine, présentées en caractères gras dans le document d'accompagnement de ce thème ? Cela signifie-t-il qu'elles seraient menacées ? Il ne faut, en aucun cas les remettre en cause, ni cesser de se battre pour les préserver.

L'échange entre les participants porte sur le thème de « l'universalité et l'autorité » des savoirs. Il exprime les interrogations de certains sur ce qu'est un savoir universel.

Le thème de la mode et de la culture « jeunes » ne mérite pas, selon les participants, que l'on s'y attarde longuement. « Les modes passent », et est-il besoin de légiférer à leur propos ?

A propos de l'éducation aux médias, on constate le regard curieux des enfants sur les informations télévisées, avec un souci de les confronter avec ce qu'ils traitent en classe. De ce point de vue, divers sujets s'avèrent difficiles à aborder et à enseigner en classe, comme l'antisémitisme, le racisme (notamment en histoire-géographie).

Les réflexions suscitées par le thème de la mixité révèlent un constat : sans doute la séparation filles / garçons peut-elle apporter une plus grande efficacité dans les apprentissages scolaires ; elle affaiblit cependant l'apprentissage de la vie en société. Il est varié que les garçons « freinent » les apprentissages des filles en classes de quatrième et de troisième, notamment, et qu'il y a un écart chronologique de maturité entre filles et garçons. Il ne serait pas exclu, selon un intervenant, de mettre en œuvre ponctuellement des groupes « démixés ».

Le thème de l'uniforme est source d'échanges vifs et même polémiques entre les participants. Une tenue réglementaire favoriserait l'égalité, selon certains, et éviterait en même temps l'étalage de marques, de vêtements qui peuvent être gênants (vêtements courts...). L'Ecole n'est pas le lieu où il est nécessaire de porter les dernières tenues à la mode ; le suivi de ces modes peut même générer des souffrances. Une tenue réglementaire (plutôt qu'un uniforme) réduirait aussi les risques de racket. D'autres estiment, en revanche, qu'une tentative d'uniformisation par une tenue commune serait inquiétante.

A propos de l'attribution de fonds publics aux écoles privées, un consensus s'exprime : les participants rejettent cette perspective, et se rassemblent derrière le principe : fonds publics pour les écoles publiques, fonds privés pour les écoles privées.

## 06 Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

19 participants à cet atelier

Une contradiction est constatée : comment peuvent s'exprimer la pluralité et la diversité dans une voie unique ? Si l'idée est généreuse au départ, on se retrouve cependant aujourd'hui dans une situation où les écarts se sont creusés. Il vaut donc mieux remettre en question cette idée de collège unique, mais sans penser les solutions en terme d'élèves « normaux » ou « déviants ».

Il faudrait, par exemple, une structure spécifique pour les enfants qui ne relèvent pas de l'Ecole, entre 12 et 16 ans. On garde trop les enfants « au chaud » au collège. Mais il est souvent difficile de rencontrer l'adhésion des parents (par exemple pour l'admission en SEGPA). Les professeurs ne sont pas toujours informés, en outre, sur les aides et les structures qui peuvent exister.

En fait, il faudrait envisager un système constitué d'un tronc commun et de passerelles, plutôt que de manier des idées généreuses mais qui n'apportent rien, comme les dispositifs divers de type IDD. Il convient, en effet, de respecter le rythme de chacun (exemple d'expérience scolaire en Belgique). Les systèmes de passerelles qui existent sont insuffisants et les filières sont cloisonnées.

En outre, le collège n'apporte pas toutes les réponses. Les travailleurs sociaux, d'autres structures aussi, peuvent être sollicités.

Le débat porte sur les modalités d'accès aux divers cycles, les passages de classes, l'orientation. L'automatisme de ces passages est dénoncée, qu'il s'agisse des passages de classes à l'école primaire, de l'entrée au collège (il faudrait s'appuyer sur les critères de l'acquisition de la lecture, de l'écriture...) ou de l'utilisation du seul critère de l'âge pour les passages de classe au collège.

Sans doute aussi a-t-on trop valorisé l'image des formations générales. Le travail manuel est déconsidéré, alors qu'il offre des débouchés. L'orientation professionnelle est sacrifiée, en fait. On dénonce le manque de place dans des voies spécifiques : peu de CAP, notamment pour les filles.

On pourrait peut-être avancer l'âge de l'apprentissage.

L'exemple allemand, qui permet mieux le va-et-vient entre les formations générale et professionnelle, est évoqué.

Mais pour tout cela se pose la question de l'adaptation de la formation à l'emploi : doit-on adapter l'offre de formation au marché de l'emploi ?

On évoque des parcours individuels un peu atypiques, qui ont pu conduire d'une classe de transition à un BTS d'électronique.

Le collège unique ne peut donc pas s'accommoder de diversité.

Quelles modalités envisager ?

Diverses perspectives sont évoquées.

L'enseignement agricole, par exemple, est plus efficace, avec des petites structures. Les établissements de 3000 élèves, au contraire, sont une aberration. Derrière tout cela, il y a naturellement un problème de moyens.

La composition et l'effectif des classes doivent aussi être considérés : une classe hétérogène peut se gérer si l'effectif est faible.

Il vaut mieux envisager diverses modalités de modules, de regroupements ponctuels, de soutien (repensé), plutôt que de regrouper les enfants en difficultés.

Quoiqu'il en soit, il faut savoir évaluer la pertinence des dispositifs : s'ils ne fonctionnent pas, il faut y mettre fin.

Le cas particulier des élèves primo-arrivants est examiné. Il n'y a pas suffisamment de dispositifs adaptés à leurs besoins (FLS). Le système ne parvient pas à des résultats très probants : à part deux cas d'accès à un bac professionnel, ces élèves parviennent, au mieux, à un CAP ou à un BEP. Et, face à l'accroissement du nombre de ces enfants, l'Education nationale est véritablement dépassée.

Puisqu'il s'agit bien d'individualiser davantage l'enseignement, l'Ecole n'est pas la seule qui doive être sollicitée. Les aspects psychologiques, sociaux...doivent aussi être pris en compte, mais ce n'est

pas aux enseignants de tout assumer, de prendre en charge des problèmes qu'ils ne peuvent pas résoudre.

On n'oubliera pas, enfin, que les élèves ne viennent pas seulement à l'école pour travailler, pour s'inscrire dans les objectifs qui sont les siens. Il y a un manque de considération pour le travail scolaire, et, face à cette situation, un peu plus de rigueur serait nécessaire. Il faut recentrer l'école sur le travail et réaffirmer son rôle et ses règles.

## **08 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?**

26 participants à cet atelier.

L'Ecole apparaît peu motivante, dans une société où les principes de liberté et de consommation priment. Pour nombre d'élèves, le modèle est aussi celui de parents qui ne travaillent pas, qui « ne se lèvent pas ».

C'est en relation avec ce modèle parental que beaucoup d'élèves n'envisagent pas de faire d'études. L'école ne peut plus apparaître comme un ascenseur social. Elle produit même des voies qui sont de véritables impasses professionnelles (à l'université, par exemple), où qui ne sont pas à même de procurer ce que beaucoup estiment être les marques de la réussite sociale (voitures, salaires...). Pourtant, selon un intervenant, il ne faut pas mésestimer le sentiment d'échec chez les enfants qui ne réussissent pas : ils veulent apprendre mais estiment que l'école ne leur est d'aucun intérêt (absentéisme, par conséquent).

En outre, le décalage est grand entre les pratiques culturelles des familles et les ambitions de l'Ecole. L'accès au savoir lui-même n'est plus le monopole de l'Ecole : la télévision, internet, jouent aussi leur rôle, et de façon bien plus attractive. Quel est, face à cela, l'image de l'Ecole et de l'enseignant ?

L'école apparaît comme un système qui ne bouge pas, notamment pour les élèves en difficultés. Elle secrète ses propres échecs. Même si les ZEP ont plus de moyens, par exemple, c'est pour assurer un enseignement identique. Comment mettre réellement en place une pédagogie différenciée ? Le cadre physique n'a pas évolué : une salle de classe qui n'a pas bougé, même si la télévision a été installée. Le regroupement des élèves en langues vivantes, par exemple, est aberrant.

Malgré la générosité de son principe, le collège unique a montré son incapacité à s'adapter aux besoins et aux compétences des individus.

Quel est le socle commun dont tous auraient besoin ? S'il y a un socle commun, y a-t-il des matières secondaires ? non, bien entendu (les enseignements artistiques, la seconde langue vivante...).

L'école n'est pas un jeu. C'est là que se construisent les futurs adultes, au travers d'efforts et de règles, de discipline. L'école est éducative : elle apprend des contraintes, qui sont aussi celles de la vie active.

Comment l'Ecole pourrait-elle s'adapter ?

Le collège unique, avec l'hétérogénéité des classes et, en même temps, l'impossibilité de s'adapter réellement aux besoins individuels, est-il pertinent ? Prétendre imposer les mêmes parcours pour tous n'est pas donner à tous des chances égales. D'autant que l'on accueille, en 6<sup>ème</sup>, des enfants qui ne savent ni lire, ni écrire. Dès ce moment, l'échec est évident.

Instaurer des dispositifs plus adaptés, réhabiliter des méthodes qui ont fait leurs preuves, alterner enseignement abstrait – enseignement concret, constituent autant de pistes.

Pourtant il ne faut pas constituer ou reconstituer de ghettos. Il faut mettre en place des classes passerelles, avec des professeurs motivés.

L'ouverture vers les entreprises est aussi insuffisante. On constate les difficultés pour trouver des stages, par exemple. Doit-on obliger les enfants à aller jusqu'en 3<sup>ème</sup> ? Ne peut-on intégrer davantage les entreprises à l'école ? Dans d'autres pays, il est très valorisant d'aller vers un enseignement technique. Certains enfants ont même une forte envie de fréquenter l'entreprise, constatant qu'ils ne peuvent rien faire en classe. On cite les classes-relais, qui transforment les élèves qui ont été en contact

avec les entreprises. Les élèves présents dans l'atelier confirment que le quart d'entre eux préférerait ne pas rester à l'Ecole.

Ces perspectives font débat : la fuite de l'Ecole est-elle une solution, ou une facilité, qui dispenserait de l'effort (dont l'apprentissage est indispensable) ? N'est-ce pas plus l'attrait d'un changement que le désir positif d'aller vers l'apprentissage et l'entreprise ?

Des réflexions du même ordre portent sur l'« ennui » au collège : il faut apprendre, le collège n'est pas le « Club Med » et les professeurs ne sont pas là pour faire le spectacle. Ce n'est pas aux élèves de décider. Un retour aux valeurs et aux règles s'impose.

On compte aussi beaucoup sur les parents, trop peu présents auprès des élèves, et peu présents au collège. Plutôt que d'être en opposition, il faudrait collaborer.

## **15 Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?**

16 participants à cet atelier

Des constats d'abord.

Celui de l'absence des parents à cette réunion, comme à beaucoup d'autres. Pour affronter les difficultés, il est indispensable de rencontrer les parents, ceux des élèves violents comme tous les autres.

Sans doute peut-on expliquer cette absence par les difficultés de communication. Des problèmes bien concrets de langue, d'abord. Des parents de nationalité étrangère ont du mal à se sentir concernés, sans parler de réactions de honte face au problème qui surgit à propos de leur enfant. Mais il faut aussi ajouter la méconnaissance du système éducatif. Le collège est, pour eux, un milieu inconnu. Les enfants auraient un rôle à jouer pour nouer une meilleure communication entre les familles et l'Ecole.

Pourtant des efforts sont faits : ceux des CPE, par exemple, qui font un gros travail d'information et de prévention. Malheureusement, ce n'est que lorsque l'enfant est proche de l'exclusion que certaines familles réagissent et se manifestent (malgré des mises en garde précoces).

Les fédérations de parents d'élèves ont aussi un rôle à jouer. Malgré leur bonne volonté et leur souci d'être en contact avec les familles, celles-ci ne se manifestent pas, pourtant.

Que faire ?

L'implication des délégués élèves serait souhaitable. Mais quelle est leur efficacité ? Ils sont soumis à des pressions et on ne maîtrise pas les rapports de force entre les élèves. Certains délégués sont menacés par leurs camarades, avec un passage à l'acte qui est de moins en moins rare.

La violence n'est pas anormale pour nombre d'élèves : ils vivent dans une atmosphère de violence familiale ou sociale, qu'ils reproduisent. Ils n'ont pas toujours une conscience claire de leur attitude violente ou agressive.

Aussi conviendrait-il de développer tôt des campagnes de prévention contre la violence (avec la police, la justice...). Elles sont presque inexistantes. Ce serait souhaitable dès la 6<sup>ème</sup>, avec un suivi plutôt que par des interventions ponctuelles. Le projet d'établissement devrait le prévoir, mais sous quelle forme ?

Il faut développer la verbalisation chez les enfants. Elle est manifestement insuffisante. Or, c'est le langage qui permet de s'exprimer sans utiliser les poings : le silence ne permet pas l'expression de la souffrance et peut générer la violence.

De ce point de vue, il importe de mieux gérer l'échec scolaire, qui produit souffrance et violence. L'exemple de ce qui se fait en FLS (réunions régulières avec les familles) peut être suivi. L'Ecole doit, en fait, s'ouvrir davantage vers l'extérieur et nouer des liens avec les quartiers : certains problèmes de violence peuvent ainsi être résolus.

Le respect des règles, à l'Ecole d'abord, s'impose. Parlons simplement de politesse plutôt que d'incivilité. Avant d'être citoyen il faut d'abord apprendre à respecter l'autre., c'est-à-dire les camarades comme les professeurs. Pour cela, bien entendu, une attitude cohérente de tous les enseignants est indispensable. Elle doit même se manifester hors de la classe proprement dite : dans les couloirs, dans les cours...Mais la réticence de plusieurs intervenants est perceptible, à ce propos :

le risque que l'intervention d'un professeur auprès d'un élève d'une autre classe que les siennes déclenche un conflit difficile à maîtriser (dans la cohue d'un couloir, par exemple) suscite des hésitations explicites.

Le débat porte aussi sur les écarts tolérables ou non : si la règle est la règle, elle est cependant confrontée au poids de la coutume. La transgression n'est pas nécessairement perçue par tous les auteurs de violence ou d'impolitesse. Il doit donc bien y avoir une gradation des sanctions, et non une automaticité, et il faut l'expliquer avec clarté

Les participants souhaitent aussi un appui plus déterminant sur l'équipe pédagogique. Le sentiment de solitude face aux problèmes est profond. Or, qui peut aider à réagir face aux problèmes ? Actuellement le professeur principal n'est pas vraiment en mesure de jouer ce rôle ; il n'est pas toujours bien informé. On pourrait envisager des médiateurs : encore faut-il que leur rôle soit reconnu de tous et que leur action ne soit pas contredite par des décisions administratives impromptues. Il y a bien nécessité d'aider les équipes pédagogiques à se structurer face aux problèmes de violence.

## **20 Comment l'Ecole doit-elle utiliser au mieux les moyens dont elle dispose ?**

14 participants à cet atelier

Le fonctionnement « descendant » de l'institution pose problème : on part du vote d'un budget et non de l'expression des besoins. Système générateur de gaspillages et de mauvaise adéquation entre les besoins réels et les moyens attribués (on cite l'exemple de la mise en place des tableaux blancs informatiques). L'administration ne part pas assez des projets concrets de la base.

Le débat sur l'autonomie financière des établissements révèle des craintes, même si le principe de cette autonomie est considéré comme justifié : risque de dérives, d'abandon de références nationales, de renforcement d'inégalités entre les établissements.

Des critiques visent le fonctionnement des conseils d'administration : frustration de ne pas être assez écouté, ni consulté, vote de projets déjà bouclés, autocensure des membres su CA.

Insuffisance d'une approche au niveau des bassins : les professeurs ne sont pas représentés à cet échelon ; or c'est sans doute un niveau pertinent pour une réflexion sur une utilisation plus rationnelle des moyens.

On relève enfin le « scandale » des IUFM : structure onéreuse et inefficace. Il faut conserver la structure mais la rendre plus opérationnelle.

Concernant les élèves, des interrogations sont formulées sur l'efficacité des systèmes de remédiation que l'Ecole met en œuvre : les redoublements sont-ils pertinents ? que fait-on pour les élèves en grande difficulté ? L'Ecole prépare-t-elle à la vie professionnelle ? En fait, le déficit des structures sociales doit-il être pallié par l'Ecole ?

A propos des professeurs, on s'interroge sur ce qui permettra le remplacement des futurs retraités. S'il y a revalorisation, contre quelle contrepartie ?

Le cas anglais est évoqué, avec des professeurs mieux rémunérés car ils assurent nombre de fonctions supplémentaires (administratives, de surveillance, de vie scolaire...) ; mais ils sont aussi présents à temps plein.

## **Remarques complémentaires sur le débat**

Le débat a eu lieu, avec environ 60 participants lors de la première demi-journée, banalisée, et environ 25, durant la seconde demi-journée, hors temps scolaire. Très peu de parents ont participé à ces réunions. Des représentants des élèves ont été présents. Quasi absence des personnels ATOSS. Une présence significative de représentants du milieu médico-social et associatif partenaire du collège.

La vivacité des échanges n'a pas remis en cause la bonne atmosphère dans laquelle se sont déroulés les échanges. L'écho des grèves du printemps pouvait cependant être perçu, avec ses rancœurs et de l'amertume.

Plusieurs mots peuvent caractériser le contenu de ces échanges : lucidité et déploration, nostalgie et hésitations, interrogations, recherche de solutions, revendications.

### **Trois priorités pour l'Ecole**

**1** Créer des conditions diversifiées pour l'acquisition des connaissances de base, en réactivant les formations techniques dès le collège et en créant des passerelles suffisamment variées pour mettre en valeur des talents divers

**2** Revoir les conditions d'accès à la Sixième, avec une vérification des compétences en fin d'Ecole primaire, et revoir le principe de passages quasi automatiques d'une classe à l'autre.

**3** Développer les échanges entre parents et professeurs